

## **INTRODUCTION : REPRÉSENTATION OU TRANSFIGURATION ?**

Par  
Daniel GAXIE

*Paradoxal est le statut des questions « sociales ». Par certains côtés, ce sont des enjeux privilégiés. Accords Matignon, congés payés, sécurité sociale, accords de Grenelle, cinquième semaine, abaissement de l'âge de la retraite, beaucoup de décisions touchant à ce domaine sont considérées comme des événements majeurs. Du fait de leur connaissance pratique des besoins de leurs électeurs tels qu'ils s'expriment, par exemple, dans les permanences électorales de circonscription, du fait aussi des analyses des observateurs prompts à souligner l'écart entre les thématiques politiques et les « préoccupations réelles » des individus, les hommes politiques se sentent tenus d'intervenir sur ces problèmes. Les gouvernements se prévalent des mesures adoptées dans ce secteur comme d'un chapitre essentiel de leur bilan. Pour prétendre accéder au pouvoir, toute opposition se doit de proposer une « nouvelle » vision du « social » illustrée par un substantiel catalogue de propositions nouvelles. Dans cette perspective clubs et experts sont sollicités pour concevoir les initiatives marquantes qui attesteront la préparation et l'imagination de l'équipe prétendant à la relève des gouvernants en place.*

*En même temps, tous les indicateurs (rang de classement des élèves de l'ENA qui choisissent les ministères sociaux, profil des hommes politiques qui accèdent à leur direction, féminisation du personnel, primes des fonctionnaires, localisation des services, état des locaux, place des rubriques « sociales » dans les programmes des partis, hiérarchie des commissions parlementaires ou des positions gouvernementales, etc.), convergent et soulignent la position marginale des institutions spécialisées dans le traitement des questions sociales. Leur légitimité a même été récemment contestée : « crise de l'Etat providence », déficits structurels des régimes d'assurance maladie ou chômage, critique des mécanismes « constructivistes », dénonciation de « l'assistance » et de la « déresponsabilisation » des indi-*

*vidus, croyance dans la supériorité des solutions « économiques » sur le traitement « social » des problèmes, tous ces thèmes sont devenus des lieux communs des débats politico-intellectuels. Sans vouloir entrer dans ces controverses, l'observateur relève l'alternance de conjonctures d'affirmation et de reflux des préoccupations, des politiques et des programmes « sociaux ». Cette ambivalence se retrouve dans les clivages d'opinion : justice, solidarité, progrès, humanisation pour les uns, le « social » évoque les abus, les gaspillages, la paresse et l'irresponsabilité pour les autres. De tels clivages semblent s'exprimer dans les discours et les oppositions politiques, par exemple dans les affrontements théâtralisés et routinisés de la « gauche » et de la « droite ». Mais d'étranges homologues rapprochent les partis idéologiquement « les plus éloignés » quand ils occupent les mêmes positions. Le PS au pouvoir semble oublier les audaces et les « avancées » de son programme d'opposant, comme le RPR et l'UDF modèrent leurs positions néo-libérales au bout de quelques mois d'exercice des responsabilités.*

*Prise en charge des aspirations des citoyens ou abandon aux délices d'un jeu politique autonome ? Pourquoi le débat social est-il soumis à ces redites et à ces récurrences ? Au-delà, n'est-ce pas ce débat lui-même qui se trouve structurellement décalé par rapport aux problèmes qu'il est censé évoquer ?*

*Car les initiatives des politiques sont multiples et multiformes. Interventions en faveur des cas individuels douloureux, revendication, programmation et inauguration des équipements, définition et décision de programmes d'action, prise de parole sur la scène publique et dans les institutions officielles sont autant de formes du traitement politique des questions « sociales ». En même temps, pour les milieux politiques, le discours et la politique symbolique sont les formes les plus légitimes de l'action. La prise en charge des problèmes individuels, ironiquement désignée comme fonction « d'assistante sociale » est tacitement dévalorisée et perçue comme un fardeau nécessaire. Le prestige de l'homme politique est, par contre, lié à sa capacité à traiter les problèmes en parole d'un point de vue général et abstrait. On peut dès lors se demander quel type de discours, d'homme et de parti politiques va au-devant de quel type de convictions et pourquoi ? Au-delà c'est la pertinence pour les populations les plus immédiatement concernées et le degré d'emprise sur la réalité de cette prise en charge rhétorique qui est en question. Pour répondre à ces interrogations, il fallait mettre en relation les préoccupations, attitudes et opinions des citoyens d'une part et le système des prises de position énoncées dans la logique et la compétition politique d'autre part. Ce livre est né de l'idée de reconstituer le marché des discours « sociaux » pour élucider les « mécanismes » de construction des enjeux politiques et analyser l'adéquation de ces discours aux problèmes qu'ils prétendent traiter. Compte tenu de la hiérarchisation des pratiques à l'œuvre dans le champ politique, il fallait partir des discours, à commencer par ceux qui s'expriment dans les arènes les plus officielles et les plus générales, par exemple dans le cadre des débats institutionnalisés de l'Assemblée Nationale. Dans un premier chapitre, Annie Collovald et Brigitte Gaïti se sont efforcées de comprendre les inter-*

ventions parlementaires des hommes et des partis politiques sur les sujets « sociaux ». Elles sont ainsi amenées à s'interroger plus généralement sur les ressorts de la compétition politique et à en renouveler l'approche.

Dans cette compétition les acteurs interviennent au nom de groupes institutionnalisés. Mais ces groupes sont eux-mêmes structurés par une concurrence interne et donc par des débats contradictoires. Chaque parti est un espace de compétition et la position adoptée par « le » parti est la résultante de cette compétition. L'analyse de la construction du débat « social » supposerait donc l'étude du fonctionnement interne de tous les partis qui y participent. La tâche serait immense. On a choisi de se limiter au parti socialiste à la fois par facilité et pour des raisons de fond. Prenant la forme instituée d'un affrontement entre « courants » proposant des « motions » afin de capter le soutien des adhérents, le débat interne au PS se prête à l'analyse. Accessible, ce débat est aussi significatif puisque les thèmes « sociaux » sont un élément important de l'idéologie des membres du parti et que ces derniers jouent un rôle actif dans leur inscription sur « l'agenda » politique. Analyser les discussions internes au parti socialiste comme le fait Yves Poirmeur dans le second chapitre, c'est donc se donner les moyens de comprendre comment un problème « social » devient un enjeu politique public par la médiation d'un champ partisan relativement autonome.

Mais la compétition politique n'est pas seulement « nationale ». Des hommes et des groupes entrent également en compétition pour le contrôle des municipalités, des départements et des régions. Les dirigeants de l'Etat central se sont progressivement « défaussés » des actions « sociales » les plus coûteuses et les moins électoralement rentables sur les collectivités territoriales. Ces dernières sont officiellement compétentes pour une part importante et croissante des politiques sociales. Les problèmes des plus démunis relèvent de plus en plus, singulièrement depuis les lois de « décentralisation » de 1982, des interventions des communes et des départements. Ils sont également évoqués dans les diverses compétitions pour la conquête des mandats « locaux ». L'exercice localisé de la politique est donc un cadre privilégié pour analyser le caractère hétérogène et ambivalent des questions sociales. L'élu local est à la fois titulaire d'un pouvoir, comptable d'un budget, gestionnaire des « cas sociaux » les plus difficiles et protagoniste d'une compétition qui le conduit à adopter la posture universalisante de la politique symbolique. Il fallait donc analyser comment sont conciliés ces divers aspects de l'action politique locale. C'est l'objet du troisième chapitre rédigé par Patrick Lehingue.

Enfin, pour étudier les opinions des citoyens « ordinaires » et leurs relations avec une offre de discours indissociablement nationale, partisane et locale, on a choisi de mener une enquête auprès d'un échantillon représentatif de la population d'un département, en l'occurrence celui de la Somme. Les résultats en sont exposés dans le quatrième chapitre par Daniel Gaxie. Contre les présupposés et les artefacts des sondages d'opinion courants cette enquête s'efforce de mettre en œuvre une méthodologie originale. L'objectif est de tester la solidité des opinions émises, de limiter

*les effets d'imposition aux personnes interrogées de problématiques étrangères à leurs préoccupations effectives et de les placer en situation d'exprimer elles-mêmes, avec leur langage, leurs convictions les plus saillantes. On recueille ainsi des points de vue très divers par leur implication dans les questions « sociales » et par leur orientation puisque des clivages latents et récurrents percent derrière les concessions de façade. Très divers aussi par leur posture puisque les désespérances indiosyncrasiques coexistent avec les considérations universalisantes empruntées aux divers milieux de spécialistes.*

*Le débat social apparaît alors comme un exemple privilégié pour analyser le décalage structurel entre les préoccupations des agents ordinaires et leur « expression » politique et pour saisir l'effet de transfiguration qui s'inscrit dans les « mécanismes » mêmes de la représentation.*